

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
30 mars au 5 avril 2000



10 FF
1,52 €

Les limites de la politique de communication de Jospin La gauche plurielle face à la rue

LORSQUE VOUS LIREZ CES lignes Lionel Jospin aura remanié son gouvernement. L'échec de sa politique libérale, mal maquillée de rose, éclate à la vue de tous et la houle de ceux qui ont exigé la démission des ministres les plus en vue, Claude Allègre, Christian Sautter ou Emile Zuccarelli, risque bien se transformer en déferlante. Les mouvements sociaux agitent le pays sans discontinuer.

sées, gagner moins, afin que le capitalisme du XXI^e siècle continue à la bourse son petit monstre de chemin.

Le problème le plus inquiétant à terme est probablement celui des retraites. En effet cela devrait être l'occasion du démantèlement des conditions de travail. En valeur absolue, les dizaines de milliards de déficit qui fleurissent au gré des rapports et documents divers ont de quoi effrayer. Mais jamais le vé-

rennissent leurs patrimoines de manière obscène. Pour atteindre 16 % en 2040, il suffit d'un prélèvement supplémentaire de 0,08 % sur les richesses produites chaque année. Or la croissance du PIB est comprise entre 3 et 5 % l'an.

Les véritables questions sont donc : où part le reste ? Qui vole l'argent des travailleurs ? Comment allons nous nous y prendre pour le récupérer ? La solution est simple, il faut utiliser l'argent de la croissance c'est-à-dire la plus value du travail, tout l'argent, pour payer et augmenter les retraites. Toutes les autres options ne peuvent conduire qu'à la diminution du niveau des retraites à venir. Que ce soit la révision à la baisse des rendements, ou l'allongement de la durée de cotisations (en continuant à faire partir les salariés à moins de 60 ans, on les obligera à liquider leurs retraites avec des coefficients d'abattement) ou encore la mise en place de fonds de pension qui n'auraient pour objet que de compenser la baisse des retraites, que l'on aurait organisée par ailleurs. Il n'y a donc pas de problème des retraites. Le seul problème se nomme capitalisme. Pour autant le lavage de cerveau idéologique entrepris par l'ensemble des « partenaires sociaux » et des médias, finit par convaincre les français qu'il va de nouveau falloir se serrer la ceinture.

grève de la base, là où elle est dure. Elle s'organise dans la durée et le rapport de force, loin des magouilles des principaux syndicats, souvent même contre eux. Des grèves de plusieurs semaines, on ne connaissait pas cela dans une profession sans aucune culture de la lutte. Il a fallu la grève de 3 semaines en Seine Saint Denis il y a deux ans pour que les choses commencent à bouger, un peu.

Aujourd'hui, le ras le bol est souvent plus présent dans les manifestations ou les occupations d'écoles que les mots d'ordres de syndicats qui tentent d'allumer des contres feux de peur qu'un véritable combat ne remette en cause leur cogestion du système, et donc du désastre. Aux finances, la grève a payé. Projet retiré et ministre sur un siège éjectable. Il va falloir maintenant garder

la main pour que ce qui est parti par la porte ne revienne pas par la fenêtre. Les fonctionnaires des impôts et du trésor ont donné l'exemple de la méthode, à la suite des postiers, il serait juste qu'ils retirent les fruits d'une victoire globale dans la fonction publique.

Le gouvernement qui navigue sous pavillon de complaisance « capitalisme Island » est pris dans la tempête. Il faut espérer que cette fois, aucun syndicat ne viendra le remorquer pour qu'il puisse s'abriter au port en attendant de reprendre sa route.

La cargaison de réformes peut bien couler, ce type de pollution n'est pas à craindre. Si l'équipage regagne la côte on lui trouvera bien une place dans une HLM de banlieue.

Frank Gombaud



Comme le dit la droite, pour une fois avec justesse « la politique de communication de Jospin est arrivée à son terme ». Fini donc d'endormir et d'embrouiller les français avec une politique faussement sociale et authentiquement capitaliste. Les 35 heures, la réforme des retraites, les réformes Sautter ou Allègre, se rejoignent sur un objectif simple : faire travailler plus les classes défavori-

table problème n'est véritablement abordé : où donc s'évapore la richesse produite par les travailleurs et pourquoi ne sert-elle pas à payer leurs retraites ?

Qui profite des richesses produites ?

Le soi-disant problème du financement se résume au passage, d'ici à 2040, d'un prélèvement sur le PIB de 12 % à 16 %, nécessaire au financement de nos retraites. Ce pourcentage de 12 % qui ne devrait pas être dépassé résulte-t-il d'une loi physique ? Il y a cinq ans, ce prélèvement était inférieur à 7 %. Entre temps, non seulement le ciel ne nous est pas tombé sur la tête mais les riches ont

La lutte sociale est d'actualité

L'augmentation des années de cotisation à la retraite à 40 ans pour les fonctionnaires puis à 42,5 ans pour tous (le MEDEF demande 45 ans), les fonds de capitalisation réservés aux plus riches (ils existent déjà dans la fonction publique sous le doux nom de Préfondo Retraite), le cumul emploi de merde et retraite de misère sont déjà visible à l'horizon. La seule vraie différence avec la droite consiste dans la méthode à adopter pour faire passer la potion amère. La gauche a l'avantage. En effet, la préoccupation principale du bon « peuple de gauche » consiste à se demander comment se voiler la face pour continuer à glisser son petit bulletin Jospin dans l'urne en 2002. Une telle attitude de déni de la réalité ne facilite pas la lutte bien sûr.

Et pourtant... La lutte sociale est bien là. Elle ne touche pour le moment que les catégories les mieux protégées, les mieux organisées et donc les plus à même de se défendre, mais les méthodes commencent à se durcir. La grève de l'éducation nationale est une

EDITORIAL

L'annonce par Guigou, ministre de l'injustice, de la construction de trois nouvelles prisons devrait inquiéter toutes celles et ceux qui ont à cœur de rejeter l'ordre économique et social que nous propose la bourgeoisie mondialisée. Ce n'est pas pour améliorer le confort des locataires actuels des centres pénitentiaires que ces crédits ont été débloqués. Ce n'est pas non plus pour préparer et mettre en œuvre un ambitieux programme de réinsertion sociale pour les dizaines de milliers de taulards. Ceux-ci n'ont bien souvent que le seul tord d'être nés pauvres et basanés et se font piégés par le mirage de la richesse facile suggérée par des idoles sportives et autres dealers de drogues.

Le calcul étatique est plus brutal et machiavélique. La statistique judiciaire dit simplement que les tribunaux condamnent plus souvent, plus lourdement et avec plus de haine. Mathématiquement il s'ensuit une hausse du nombre de prisonnières et prisonniers. Il leur faut donc prévoir beaucoup de cages de verre. Informatique et électronique oblige. Leur modernité se résume à la suppression des cages de fer, pour le pire.

Il n'y a pas si longtemps un autre ministre, de droite celui-là, avait lancé la construction du programme 4000 nouvelles cellules, géré par le secteur privé. Bouygues et quelques autres ne négligent aucun petit profit. Créer plus de places c'était vouloir enfermer plus de gens. Ce qui n'a pas manqué de se produire. Il en sera de même cette fois-ci et le « progrès » apporté par une conception prétendument nouvelle de l'organisation de l'espace taule n'y changera rien.

Nous prendraient-ils pour des benêts ? Nous savons que les luttes sociales actuelles se déroulent de plus en plus souvent sous des formes radicales du fait du durcissement du patronat, de la nécessité de forcer les bureaucraties syndicales à relayer les initiatives, de la révolte des salariés « inorganisés » qui ne peuvent que vouloir tout casser lorsqu'on les jette à la rue comme des bouches inutiles à nourrir. Il s'ensuit qu'occupations, séquestrations, actions directes dites illégales et manifestations dites violentes se multiplient. Patrons, État, flics et, fait nouveau, une confédération syndicale (CFDT), n'hésitent pas à porter plainte et enclenchent une criminalisation des révoltes sociales. Nous ne tarderons pas à voir des militantes et militants en détention pas simplement provisoire. Assise sur son tas d'or la bourgeoisie a peur et planifie la répression de la contestation.

La multiplication des prisons annonce toujours le rétrécissement de notre liberté. Qu'on se le dise !

ISSN 0026-9433 - N° 1199

M 2137 - 1199 - 10,00 F



Fop 2520

Pour une écologie sociale et libertaire

S I LE NAUFRAGE DE L'ERIKA » A permis de constater qu'il était possible de mobiliser sur un événement ponctuel, sur un fait précis, médiatisable, il a aussi montré, au travers des débats, des articles, la relativité de la prise de conscience des enjeux, la difficulté, voire le refus, pour beaucoup de se remettre en cause.

Or la situation est préoccupante sur de nombreux fronts, et les multiples dangers sont inextricablement liés. La concentration atmosphérique des gaz à effet de serre s'est accrue, engendrant un réchauffement du climat terrestre, La dégradation de la couche d'ozone due à des polluants artificiels menace d'altérer les écosystèmes terrestres et aquatiques. L'eau devient de plus en plus rare et polluée. Maltraités, les sols subissent une érosion et une dégradation de plus en plus rapide. La disparition des forêts favorise les inondations et les sécheresses, et accélère la perte de ressources génétiques. Face à une consommation sans retenue, les ressources minérales, notamment les combustibles fossiles non renouvelables, s'épuisent à grande vitesse. La production de déchets s'accroît dangereusement, pouvant atteindre, sous l'action de la pluie, les nappes phréatiques. Il faut lire à ce sujet le rapport Brundland.

Des conflits nouveaux

En matière d'atteinte à la santé publique par les pollutions environnementales, le pire est devant nous (lire « La France toxique » d'A. Aschieri). Mais la détérioration de l'environnement ne menace pas seulement de manière directe l'intégrité de la santé de l'homme, mais devient source de tensions majeures. Gaspillages et pollutions exercent une forte pression sur les ressources. Leur rareté et les atteintes à l'environnement engendrent des conflits plus ou moins graves puisque ce sont les bases même de la vie sur la planète qui se trouvent compromises.

L'eau, l'air, la pêche et les forêts seront, dans un avenir proche, l'objet d'affrontements de plus en plus violents. Déjà, l'approvisionnement en eau oppose des pays, des régions, les villes aux campagnes. Accaparé presque partout par une minorité de grands propriétaires, la terre constitue un enjeu

vital. Or à l'échelle mondiale, la surface agricole par tête d'habitant est en régression; de nombreux conflits sont donc à craindre. Le pétrole est un instrument primordial dans la défense des intérêts stratégiques, pour la maîtrise de l'économie mondiale.

La plupart des grandes forêts oppose de nombreux peuples indigènes, à qui elles offrent nourriture, vêtements, médicaments, logements, et des grandes sociétés dont le seul but est de déboiser pour tirer rapidement profit de ce potentiel économique considérable. La pollution par l'industrie ou l'agriculture, l'aménagement sauvage des zones de pêche commerciales, étendent les risques de conflits autour de la pêche. Là aussi, la confrontation peut être violente entre l'industriel qui racle le fond des mers à l'aide d'une technologie sophistiquée, et l'artisan pêcheur souvent poussé à la ruine. Tous ces conflits demeureront tant que les problèmes d'environnement n'auront pas trouvé de solutions durables (même si la dynamique joue aussi dans l'autre sens).

Le profit comme moteur

Si aucune société n'a été « écologique-innocente », c'est-à-dire si la transformation par l'homme de son milieu s'est toujours accompagnée de dégradations plus ou moins graves, il est évident que le capitalisme, par la recherche effrénée du profit, se rend responsable de la plus grande partie des atteintes à l'environnement, liées de toute évidence à l'établissement de rapports inégalitaires entre les hommes. Il suffit, pour s'en convaincre, de réentendre les propos de Victor Lebow dans les années 1950: « Il faut que les choses soient consommées, brûlées, usées, remplacées et jetées à un rythme toujours accéléré »!

L'accumulation du profit condamne le capitalisme au gaspillage, à la fuite en avant. C'est pour cette raison qu'il s'est forgé des outils performants: diminution de la durabilité des biens de consommation et de leur réparabilité, multiplication des objets jetables, publicité favorisant le renouvellement incessant des articles, des modèles, suremballage des produits, gadgetisation...

Pour la seule poursuite du profit, le capitalisme a subordonné la nature aux

impératifs de la reproduction du capital, favorisé l'appropriation marchande de nombreux sites et paysages, organisé le gigantisme productiviste qui facilite la concentration, et donc le contrôle. Pour des raisons d'économie, il a fait tendre à la baisse les prix des matières premières, incitant à une consommation accrue, à une dilapidation des ressources.

Si le projet capitaliste a si bien pris corps, c'est qu'il s'est fortement appuyé sur les ressorts (sur les faiblesses?) de la nature humaine: l'acte consommatoire ressentit comme compensation à l'aliénation et aux frustrations de la vie quotidienne, comme possibilité d'évasion d'un travail absurde. Si, par ailleurs, il intègre aujourd'hui les préoccupations écologiques, c'est qu'il a compris que

d'attendre des solutions jamais mises en œuvre. La trop faible quantité de matières premières disponible interdit aux pays pauvres l'espoir, après tout légitime, d'atteindre le niveau de vie occidental, surtout américain. Les réserves prouvées de pétrole brut (c'est-à-dire les années de réserve au taux actuel de production) sont inférieures à un siècle pour le Moyen Orient, à peine 40 ans pour l'Amérique latine placée en deuxième position.

D'autant plus alarmante que, même si certains progrès ont été accomplis, la force d'inertie du système social est redoutablement efficace; les obstacles les plus périlleux restent à franchir. Tour d'abord, pour beaucoup de pollutions, les effets persistent bien après que les

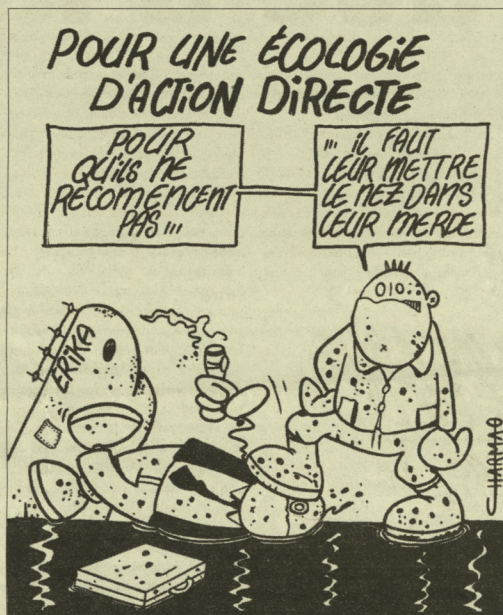
port à la viande (les politiques agricoles axées sur l'élevage, surtout intensif, sont désastreuses pour l'environnement, et quand il se crée un McDo toutes les sept heures...), à délaissier plus souvent la voiture au profit de la bicyclette ou des transports en commun (pour Peugeot, Renault et Citroën, 1999 a été la meilleure année de décennie en terme de ventes de véhicules!), à « consommer autrement » en s'intéressant aux conditions écologiques (et aussi sociales et économiques) de la production?

Un parc mondial de 500 millions de véhicules ne saurait se prolonger longtemps sans dégâts considérables. Des révisions déshumanisantes s'imposent: mieux vaudrait ne pas les subir. Faudrait-il attendre d'autre Tchernobyl, Bhopal ou Exxon Valdez? On ne peut se payer le luxe d'attendre la révolution pour changer fondamentalement notre mode de vie. Exproprier les patrons est une condition nécessaire mais insuffisante pour que le futur ait un avenir. S'il faut dépasser le capitalisme, il faut aussi aller plus loin que l'anticapitalisme en préparant une société anarchiste qui sera nécessairement écologiquement viable. Quelle politique énergétique définir? Comment réorienter l'urbanisme, l'aménagement du territoire l'agriculture? Quels besoins satisfaire, au prix de quelle quantité de travail, avec quels effets prévisibles acceptables sur la nature? Quoi produire et comment?

Parce qu'il est facile, pour les opportunistes, d'exploiter les instincts primaires, de dévoyer la spontanéité, il faut déjà jeter les bases d'une société anarchiste capable de maîtriser ses rapports avec la nature. Inventer des pratiques sociales qui redonnent le sens des responsabilités, pour des femmes et des hommes conscients et libres. Développer une contre-culture qui extirpe les préjugés. Comprendre que l'épanouissement de l'homme ne passe pas par la conquête illusoire de l'espace, de la vitesse, et même d'un confort sans cesse accru. Si parce qu'ils le jugeaient secondaire, les anarchistes n'occupaient pas le terrain écologique, il serait rapidement colonisé par d'autres (c'est déjà particulièrement fait), verts ou bruns... d'excellentes tenues de camouflage. Le fait que les partis « Verts » soient dans la social-démocratie et que, dans la mouvance écologiste, gravitent des mouvements sectaires et des accros du mysticisme, n'enlève rien à l'extrême gravité des problèmes écologiques.

Ceux qui croient résoudre les problèmes écologiques sans éliminer le capitalisme se trompent lourdement (ceux qui le font croire trompent les autres); ceux qui pensent que la disparition du capitalisme nous dispensera d'une « révolution » écologique ou que celle-ci s'accomplira d'elle-même, commentent un erreur qui, pour sembler moins grave, n'en est pas moins pernicieuse.

Jean-Pierre Tertras. - groupe La Commune (Rennes)



l'aggravation de ces problèmes pouvait le bloquer dans son fonctionnement. L'émergence d'un « capitalisme vert », c'est la compréhension qu'une nature est finalement plus rentable vivante qu'à l'agonie, comme un ouvrier l'est davantage bien portant qu'épuisé. En outre, l'industrie écologique, celle du recyclage, des technologies propres, s'avère fort lucrative et ouvre de vastes perspectives pour ceux qui sont aussi... les plus gros pollueurs.

Prenons nos affaires en mains

La situation peut, sans excès, être qualifiée d'alarmante: on peut parler, pour certaines régions, de naufrage écologique. Nous produisons, consommons et gaspillons à un rythme que la planète ne pourra plus suivre très longtemps, une planète qui n'en peut plus

causes aient été supprimées (effet de serre, par exemple); la restauration de certains équilibres demandera plusieurs siècles. Ensuite, parce que plus les volumes de production croissent, plus les profits augmentent, le monde industriel maintient vivace le dogme de la croissance. Les réflexes de gaspillage, égoïstes et aveugles, développés par cette société du prêt-à-jeter depuis un demi-siècle ne se dissiperont pas rapidement.

Mais si le capitalisme est aussi efficace à mettre en œuvre une société de consommation, c'est aussi qu'il y a de nombreux consommateurs, c'est qu'il y a un minimum de consentement à la manipulation des besoins. Quel pourcentage de la population est prêt à renoncer à un peu de confort (du moins pour ceux qui en disposent), à prendre régulièrement la peine de participer aux opérations de collecte sélective des déchets, à privilégier les céréales par rap-

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales) Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n°(inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris Directeur de publication: J. Taublet Commission paritaire n° 55 635 Imprimerie: Les Informations dieppoises SA, 8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe. Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 - La Vigie

Monde libertaire hors série
en kiosque à partir du 6 avril

Ordre moral, Jubilé, précarité, éducation, sans-papiers, prisons, démocratie participative...

35 heures : grève des informaticiens à Toulouse Travailler moins pour Travailler tous pour Vivre mieux

TEL EST LE SLOGAN de l'inter-syndicale des salariés des SSII (1) toulousaines. Mardi 21 mars : Près de 400 salariés de plusieurs SSII toulousaines en grève ont pris l'apéro devant le MEDEF Toulouse. Puis, le président du MEDEF 31 et la déléguée régionale ont été séquestrés à partir de 15 h, seul moyen de mobiliser les médias. Les locaux du MEDEF avaient déjà été investis par 1000 personnes le 16 décembre 1999. Les salariés veulent obtenir l'assurance de négociations sur les 35h à partir d'une plate-forme commune. À 20 heures les CRS interviennent et délogent la quarantaine de personnes assurant le premier quart de la nuit. Mercredi 22 mars, c'est au Conseil Régional de recevoir la visite des grévistes. « Il paraît que les socialistes nous approuvent et nous soutiennent ! On est allé vérifier... » explique un militant. On n'était pas habitué à voir une profession constituée d'environ 70% d'ingénieurs faire le coup de force dans les instances patronales ou politiques. Mais la perspective d'une réduction du temps de travail assortie à la création d'emplois a amené nombre d'entre eux à réfléchir à leur vie professionnelle et privée (voir titre qui résume bien leur état d'esprit). L'espoir suscité par cette loi Aubry a été vite déçu ; Bref historique des pseudo-négociations :

Le 8 janvier 1999, Lancement des négociations 35 heures de la branche. Le 19 mars 1999, un texte commun est présenté, sous la forme d'une plate-forme en dix points, dont les principaux sont les suivants : Durée du temps de travail 35 h, deux jours de repos consécutifs, amplitude maximale quotidienne (déjeuner inclus) de 11 h, durée maximum quotidienne de 9 h, pouvoir d'achat conservé, heures supplémentaires comptées à partir de la 36^e heure et imputées sur le contingent d'heures qui est ramené de 130h à 65 h annuelles, 24 j minimum de RTT, créations d'emploi sur la base de CDI.

L'accord des 35 heures induit des reculs

Bien entendu, le patronat ne l'entend pas de la même façon et fait une contre-proposition basée sur une flexibilisation accrue des salariés. Un nouveau protocole d'accord parvient aux organisations syndicales. Il apparaît qu'il serait issu de discussions téléphoniques entre la CGC, la CFTC, la CFDT et le patronat ; des conversations « non officielles » donc. Le 22 juin 1999, Une réunion syndico-patronat débute à 10 h, la CGT démonte point par point l'accord. À 20 h 30 une suspension de séance permet de voir que seule la CGC serait prête à signer au motif que

l'accord est « intéressant ». À 3 h du matin, L'accord est signé par la CGC et la CFDT ! Champagne ! Ecoeurées par de telles pratiques, la CGT et FO demandent la non extension de l'accord et entament une action en justice. En attendant le jugement au TGI de Paris prévu pour le 14 décembre 1999, l'été est mis à profit pour faire signer des pétitions, informer, discuter. En Novembre et décembre, vastes mouvements de protestation dans toute la France des informaticiens. Le mouvement est particulièrement suivi à Toulouse. Le 14 décembre 1999, L'accord SYNTEC est examiné par le TGI de Paris. Celui-ci a reporté sa décision au 8 février 2000. Ce jour-là, le tribunal reporte sa décision au 21 mars. Il désire un complément d'information par rapport à la loi Aubry II et à la décision du Conseil constitutionnel ! Le 21 mars, c'est le printemps, et nouveau report de la décision du TGI au 16 mai.

La plupart des grévistes ne sont pas syndiqués

Toutes ces péripéties, qui ont découragé certains salariés, ont amené les plus combattifs à radicaliser leurs formes d'actions tout en se méfiant des grandes centrales syndicales, qui friçotent un peu trop à leurs yeux avec les élus politiques

Victoire aux Finances ?

L'ANNONCE DU RETRAIT DE LA RÉFORME DU ministère des Finances le 20 mars au soir a pris de court toutes les parties impliquées dans ce conflit mais a été ressenti comme une grande victoire par les piquets de grève le 21 au matin, l'allégresse faisait suite au rejet total du résultat minable des négociations des 17 et 18 mars. Ce rejet par les assemblées de grévistes était accompagné d'une recrudescence du nombre de grévistes et des piquets de grève et d'une injonction aux différentes

fédérations syndicales des Finances de ne plus sombrer dans des négociations marathons pour de maigres gains. Il n'y avait aucun doute pour les fonctionnaires des Finances que Sautter devait retirer sa réforme (enfin plutôt celle de Strauss-Khan qui a totalement été épargné de ce gâchis par la presse) pour en construire une nouvelle avec les personnels. C'est en effet un puissant mouvement de rejet qui a traversé le ministère. N'oublions pas qu'il y a environ 180 000 agents répartis sur plusieurs milliers de

sites qui sont entrés dans une action très dure en deux-trois jours, sans un énorme travail syndical de mobilisation. La pression des grévistes ne s'est jamais démentie. Sur tout les atterrissements du ministre et son double langage n'ont fait que renforcer la détermination et l'extension du mouvement.

Aujourd'hui, le projet est définitivement retiré pourtant la grève ne s'est pas arrêtée du jour au lendemain. Elle s'est peu à peu stoppée tout au long de la semaine dernière car au-delà de la victoire un certain malaise persistait car tous les grévistes savent qu'une réforme doit se faire, mais pas sans eux et avec des objectifs sociaux et non pas libéraux d'abandon des missions de service public.

Personne n'est dupe que l'abandon du projet vient d'une décision de Jospin qui devait impérativement annoncer ses projets pour notre système de retraites et particulièrement exemplaire qui a certes bénéficié d'un environnement politique favorable du fait des échecs électoraux socialistes et des prétentions élyséennes de Jospin mises à mal par les tensions sociales actuelles. Les agents des finances sont aujourd'hui encore inquiets pour leur régime de retraite et la mise en place des 35 heures, ce tremplin pour l'annualisation du temps de travail et la perte de leurs acquis statutaires.

Philippe. - groupe Camille Pissaro du Val d'Oise

En bref

■ Vous souhaitez rencontrer la Fédération anarchiste ? Les « relations intérieures » de la F.A. organisent une permanence en région parisienne chaque premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011.

■ Vous pouvez rencontrer le groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste tous les samedis à partir de 10 h 30 lors de la vente du Monde libertaire et de brochures sur la place Kléber.

■ Le groupe Albert Camus de la F.A. tient chaque dernier jeudi du mois de 18 h à 20 h à l'Athénée (36, rue Cugneaux, Toulouse) une permanence débaptisation.

Centrale nucléaire de Braud et Saint-Louis Après la tempête la mobilisation s'organise

Hiver 1999, la tempête balaye la France en deux vagues. Le lundi vers 17 heures, la tempête tombe sur la Gironde. La centrale nucléaire du Blayais est protégée de la mer par quelques digues. Les vagues sont tellement fortes que la mer passe par dessus inondant une partie de la centrale. Son activité est interrompue quelques jours.

Aucune information n'est faite aux populations concernées, les plus proches, car qui ne seraient pas concernés par l'accident majeur ! Finalement, après quelques jours le journal *Sud-Ouest* révèle qu'il se passe quelque chose du côté de Braud et Saint-Louis. Côté, agents EDF, cégétistes en premier, il n'y a rien eu de grave.

Après s'être occupé des dégâts visibles de la tempête, quelques citoyens se sont inquiétés de savoir à côté de quel drame, nous sommes passés. Le silence des autorités et celui d'EDF ont remis en évidence la nécessité de se mobiliser pour exiger d'abord l'application du principe de précaution en fermant la centrale du Blayais et en continuant le combat pour la décision de sortie immédiate du nucléaire.

Le groupe Emma Goldman de la F.A. s'est tout naturellement associé à la mobilisation pour porter ce débat sur le place publique, même si nous ne pouvons regretter que le collectif soit un simple cordon d'organisations avec toutes ses capacités (informations, finances...) et ses limites (militants plusieurs fers au feu, luttes de chapelles...).

L'objectif est bien de se mobiliser sur l'incident de Braud pour relancer le débat sur l'exception française du « tout nucléaire ». La mobilisation aura lieu le dimanche 23 mars, jour anniversaire de l'accident de Tchernobyl.

Nous vous invitons à venir de partout participer à une manifestation inter-régionale le dimanche 23 avril 2000 à 14 heures à Braud-et-Saint-Louis commune de la centrale nucléaire du Blayais.

groupe Emma Goldman

et les représentants patronaux, en secret qui plus est. D'ailleurs, le plus gros contingent des grévistes est constitué de non-syndiqués. Le message que tente de faire passer un délégué CGT rencontré est que l'organisation syndicale est nécessaire pour agir. Oui, mais trop de compromissions et de calculs politiques, ainsi qu'un soutien non masqué à la gauche plurielle éloignent de plus en plus les salariés de ces syndicats aux permanents si peu

préoccupés de la véritable démocratie au sein des structures syndicales qu'ils « représentent ».

En ce qui nous concerne, nous soutenons les salariés en lutte pour plus de justice sociale, en attendant l'égalité économique et sociale pour tous.

Groupe Albert Camus, avec le concours de JB, militant CGT toulousain

(1) SSII : Société de Services en Informatique Industrielle.

Faits d'hiver Vive l'école buissonnière !

Depuis des mois, il ne cessait de lui envoyer inspecteurs sur inspecteurs. Pour gratter dans les coins et recoins. Pour chipoter sur ceci ou sur cela. Pour menacer. Pour lui filer les pétoches. Pour l'amener à tendre le cou vers la laisse de la normalisation.

C'était clair, le ministère de l'Éducation britannique ne pouvait pas « blairer » Summerhill, cette école dont Neill (son fondateur) aimait à dire qu'elle était « un lieu où l'on peut sécher les cours pour aller plonger, éventuellement nu, dans la piscine » et qu'il décrivait (le ministre) comme « incitant les enfants à confondre la paresse avec l'exercice de la liberté individuelle ». Et devant l'inanité de ses pressions, injonctions et autres oukases, il avait décidé de lui faire la peau.

Le jeudi 23 mars 2000, la chambre 40 de la haute cour de justice de Londres avait donc à juger de sa demande de fermeture de cette école qui depuis 1921 s'obstine à ne pas rendre les cours obligatoires, à décider de tout (ou presque) en assemblée générale et à ériger en principe que la voix d'un enfant équivaut à celle d'un adulte.

Le juge ayant permis aux livres enfants de Summerhill d'occuper le tribunal et ayant interdit à l'État de harceler l'école d'inspections, le ministère a préféré jeter l'éponge (pour le moment) et a renoncé à sa demande de fermeture.

Vendredi 24 mars 2000, nous étions nombreux à être en grève et à protester contre un ministre arrogant, la précarisation des emplois, l'insuffisance de moyens et une privatisation rampante du service public d'éducation.

Sans vouloir froisser personne ni faire de procès d'intention à qui que ce soit, et, donc, si je me gourde tu me le dis, je n'ai pas souvenir que nos « légittimes » revendications aient fait montre de la moitié d'une once de solidarité avec Summerhill, Bonaventure et Païda qui, en Angleterre, en France et en Espagne sont menacés de fermeture au motif de vouloir conjuguer l'école au temps de la liberté, de l'égalité, de l'entraide, de la citoyenneté... et du plaisir !

Mais sans doute s'agit-il d'un oubli !

Ni dieux ni maîtres d'école !

Mais c'est bien sûr !

Jean-Marc Raynaud

D'un mouvement « corporatiste »... à un printemps pédagogique et éducatif ?

DES DIZAINES DE MILLIERS DE personnes dans les rues, des villes, des académies pratiquant la grève générale — Le Havre, Montpellier —, des Lycées professionnels en lutte depuis près de deux mois, cela ne s'était pas vu depuis fort longtemps. Alors, devant l'avancée du feu dans la plaine, Jospin lâche du lest en amenant sur un plateau la démission d'Allègre. Faut-il le rappeler, jamais un ministre de l'Éducation nationale n'avait focalisé autant de mécontentement dans la profession. L'arbre a été déraciné mais derrière, la forêt reste. Et Jospin l'a redit lors du Conseil national du PS le samedi 25 mars : les réformes se feront, avec ou sans Allègre.

En remaniant son gouvernement, Jospin veut calmer les ardeurs des

manifestants, qui pour certains en sont à leur cinquième semaine de grève. Tablerait-il sur un essoufflement du mouvement alors que la Région parisienne est en vacances à partir du 1^{er} avril ? Nous nous trouvons cependant dans la même situation avant les vacances de février, et force est de constater que le mouvement n'a fait que s'amplifier depuis lors, en se jouant du calendrier scolaire. Pour le coup, Jospin pourrait donc avoir tout faux, car il est douteux que les personnels en lutte se laissent abuser aussi facilement.

Si l'on regarde par exemple la façon dont s'est construite la mobilisation des professeurs de lycées professionnels (PLP) sur le Rhône, on ne peut être que résolument optimiste : sans qu'il y ait jamais eu besoin

d'appel incantatoire à la grève générale de l'Éducation (ce qui n'aurait pas fonctionné, de toutes façons !), la grève se construit au jour le jour, chaque jour, avec ses hauts et ses bas (AG quotidienne dans les établissements, AG inter-bahuts chaque soir à la Bourse du travail, qui fait le point, coordonne, décide, exécute, avec et en présence des organisations syndicales du secteur CGT, SGEN-CFDT, FEN, FO, SUD-Éducation, SNEP-FSU).

Deuxième élément d'optimisme : le fait que la lutte des PLP s'élargisse aux autres corps et autres degrés — ce phénomène n'est pas propre au département du Rhône et peut également être observé un peu partout, même si, ici ou là, la jonction reste parfois difficile avec l'appareil de « certains » syndicats majoritaires. En effet, la plupart des personnels sont convaincus désormais que l'attaque faite au statut des PLP (annualisation, flexibilité, pondération) leur sera imposée tôt ou tard.

Surtout, le sentiment se répand que cette école-là, dont l'une des principales fonctions est d'organiser le tri social, n'a que trop duré. Quand on lit attentivement les revendications des personnels en lutte, élaborées au sein des AG et des Coordinations, la volonté de changer l'école est réelle (cf notamment la demande de titularisation des précaires, sans condition de concours ou de nationalité).

Le slogan des instits de Vaulx-en-Velin (« Des fonds pour la réforme ! Une réforme de fond ! ») est exemplaire à cet égard : en somme, ce qu'aucun mouvement pédagogique n'avait réussi, Allègre pourrait bien l'avoir réalisé. Que son successeur ne s'y trompe pas cependant : si les personnels semblent acquis à l'idée de travailler autrement, ils continueront de se battre contre toute réforme qui dégraderait leurs statuts, leurs conditions de travail, et qui, sous couvert « d'avancées » pédagogiques, ne ferait que consacrer des choix budgétaires néolibéraux.

Philippe (SUD-Éducation) et Jérôme (CGT-éduc'action)



Plate-forme votée le 23 mars 2000 par la coordination pôle nord 92

(Plate-forme du 6 mars 2000 augmentée)

- Le retrait de la charte de l'enseignement professionnel intégré, retrait de la charte des lycées et des collèges.
- Le retrait du projet de statut des PLP.
- Le retrait des nouvelles grilles horaires de BEP et Bac Pro.
- Le retrait de la circulaire de rentrée 2000
- Les 18h hebdomadaires pour tous les PLP, sans flexibilité, annualisation ni déreglementation (suppression des articles 2 et 31 du statut de 1992) et la création de 5000 postes de PLP nécessaires à cette mesure.
- L'attribution de moyens supplémentaires (en postes budgétaires) pour les L.P., L.P.O., mais aussi les écoles, les collèges et les lycées à la rentrée 2000.
- La garantie de réemploi pour tous les précaires, leur titularisation immédiate sans condition de concours ni de nationalité et leur formation. la fin du recours à des personnels précaires.
- La suppression des fourchettes horaires par disciplines, l'abandon du principe de la dotation horaire glo-

bale au nom du respect du principe d'égalité et du caractère nationale de l'éducation.

- Un horaire défini nationalement pour chaque discipline.
- Un nombre maximum d'élèves par classe fixé nationalement.
- Des moyens supplémentaires dans les établissements difficiles afin d'offrir les mêmes chances à tous : des classes à effectifs réduits (20 élèves en sixième et troisième, moins de 25 pour les autres niveaux, 8 élèves par groupes d'atelier) ; la présence permanente d'une assistante sociale, d'un psychologue, d'une équipe médicale, et d'un conseiller d'orientation.
- Une loi programmation avec un plan pluriannuel de réduction des effectifs par classe.
- Doublement des postes de conseillers d'éducation.
- Une carte scolaire qui permette de garantir une réelle mixité sociale.
- Maintien de la diversité des langues enseignées.

Appel de la Coordination nationale des établissements en grève

La Coordination nationale des établissements en grève, réunie le 24 mars 2000 à la Bourse du travail à Paris, réunissant 345 établissements de 19 académies (Lyon, Nantes, Aix-Marseille, Lille, Rennes, Amiens, Toulouse, Limoges, La Réunion, Grenoble, Bordeaux, Besançon, Rouen, Poitiers, Montpellier, Orléans/Tours, Paris, Créteil, Versailles) a décidé :

- 1) d'appeler à développer et à amplifier la grève reconductible dans tous les établissements scolaires du pays.
- 2) d'appeler à manifester massivement dans les régions le 28 mars 2000 pour demander le retrait de toutes les chartes et réformes Allègre, Royal et Bayrou, sur la base de la plate-forme du 6 mars élargie aux lycées, collèges et écoles, avec assemblées générales à 14 heures de ces manifestations. (pour la région parisienne, rendez-vous à 14 heures à Denfert-Rochereau)
- 3) d'appeler à manifester au côté des autres secteurs de la fonction publique le jeudi 30 mars derrière sa propre banderole.
- 4) d'exiger que la délégation élue dans les assemblées départementales soit reçue après chaque manifestation et après chaque entretien avec le ministre.
- 5) d'appeler à maintenir la pression dans toutes les académies pendant les vacances sous la forme d'actions et de manifestations.

La direction de la SNCF cherche à briser la grève des enseignants

Cet après-midi, 10 000 manifestants ont envahi la gare Saint-Charles à Marseille et ont empêché par leur présence sur les voies l'entrée en gare et le départ de tous les trains, afin de protester contre le refus de la SNCF de mettre à la disposition de la coordination et de l'intersyndicale des enseignants de l'académie d'Aix-Marseille une rame de TGV pour transporter vendredi prochain 24 mars un groupe d'enseignants, de parents, et d'élèves désireux de se joindre à la manifestation nationale unitaire de l'Éducation prévue à Paris.

Après de fastidieuses négociations, seule une rame (500 voyageurs environ) nous a été accordée, alors qu'il en faudrait plus de quatre au départ de Marseille. Par ailleurs, des collègues d'autres régions (Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Aquitaine) nous ont informés qu'ils se trouvaient dans une situation similaire.

La direction de la SNCF prend les enseignants en otages et joue les briseurs de grève. Derrière les motifs techniques invoqués, les enseignants ont des raisons de se demander si la direction de la SNCF n'obéit pas à de vils motifs politiques, ou ne suit pas tout simplement des mots d'ordre émanant d'un gouvernement désormais aux abois. Nous ne pouvons, en tout cas, accepter cette entrave à notre liberté de circulation et d'expression.

Claude Thomas
Enseignant au lycée de Luynes (Aix-en-Provence)

crises de foi

Sa voix est le sifflement du serpent

Un tribunal des Emirats arabes unis a condamné une Indonésienne, au nom de la loi islamique, la charia, à la lapidation à mort pour délit d'adultère. Précisons, en outre que la femme est enceinte. C'est beau la loi de Dieu. Le diacre d'une église méthodiste vient d'être condamné à la prison à vie. Celui-ci avait décapité la maîtresse de son fils aîné sous les yeux de son jeune frère. Le diacre était ulcéré d'apprendre que son fils de 16 ans Jamie, avait une relation avec leur voisine Lorraine (34 ans) et que de leur liaison venait de naître une petite fille. Lors de son procès, il a déclaré qu'il agit sur « ordre de Dieu ». Il n'a exprimé aucun remord, y compris envers son petit garçon qui a assisté au massacre. Certains voudrons voir là que de simples faits divers. Cependant, dans les deux cas, seules les femmes sont punies au nom d'un Dieu. Est-ce un simple hasard ? Ou est-ce plutôt l'accomplissement de la rhétorique religieuse en ce qui concerne les femmes considérées comme « l'organe du diable », comme le disait « saint Bernard » ?

C'est depuis Eve que la femme est coupable — d'après l'Église — de la déchéance des hommes. Or, le diable doit être détruit... Car « de toutes les bêtes féroces, la plus dangereuse est la femme » argumente « saint Grégoire le Grand ». Puis il y a eu la chasse aux sorcières. Maintenant, l'Église lutte contre la contraception, l'avortement, le divorce... tout ce qui pourrait faire que la femme, cet être impur, s'émancipe de son maître, l'homme.

N'en déplaise à l'Église qui fête la dignité des femmes pendant le jubilé, c'est-à-dire procréation et maternité, à savoir l'esclavage de toujours des femmes. Pour nous, c'est clair : ni charité chrétienne ni charia, la liberté ne se donne pas, elle se prends.

Régis Boussières. — groupe Kronstadt (Lyon)

Négociations de l'assurance chômage Du contrat de travail au contrat d'activité?

VENDREDI 17 MARS, S'EST tenue une première séance de négociation entre les partenaires sociaux pour redéfinir le rôle de l'assurance chômage. Bien que les cinq leaders syndicaux dénoncent le chantage patronal, tous s'écrasent, sous n'importe quel prétexte, devant les vœux du Medef qui souhaite une « refondation de la protection sociale ». Par leur collaboration, les syndicats ont en train de mettre en place les conditions dans lesquelles vont s'organiser la dégradation de nos conditions de vie dans les années à venir.

Assurance chômage, lutte contre la précarité, insertion des jeunes, trois sujets qui n'en font en réalité qu'un et que les dirigeants syndicaux acceptent de rediscuter avant le 30 juin, date d'expiration de l'actuelle convention d'assurance chômage qui détermine les règles d'indemnisation des chômeurs. S'inspirant des modèles néerlandais et scandinaves, le

Medef veut lier l'indemnisation du chômage, de la formation et du retour à l'emploi. Conséquence, le montant des allocations serait revu à la baisse pour tout chômeurs refusant de se plier aux offres qu'on lui fera en matière d'emplois ou de formations débouchant sur un emploi disponible. Bref, la dégressivité des prestations laisserait place à une indemnisation à la carte. Autrement dit, c'est une manière de contraindre les chômeurs à accepter n'importe quoi ce qui ne peut qu'accentuer la flexibilité de l'ensemble des salariés.

Une institutionnalisation de la précarité

Pour lutter contre la précarité (sic) et favoriser l'insertion des jeunes (re-sic), le Medef préconise l'institution de « contrats de mission ou d'activités ». Les cadres juridiques se rapprochant de cette notion d'activité, qui viendrait

s'intercaler entre le CDD et le CDI, existe déjà. Les chèques formations, les crédits formation, les comptes épargne temps ou encore les aides aux chômeurs créateurs d'entreprise sont autant de dispositifs qui préfigurent la révision du contrat de travail salarié. Si, anarchistes, nous avons toujours dénoncé le salariat comme nécessité pour vivre de louer ses bras et/ou sa tête à un employeur en échange d'un salaire, la généralisation du contrat d'activité, englobant la formation en plus de l'actuel contrat de travail, ne nous satisfait aucunement.

Au contraire, sous couvert de mobilité et d'adaptabilité, la notion d'activité renforce la docilité et l'insécurité des travailleurs. C'est une nouvelle forme de louage de services qui institutionnalise la précarisation de l'emploi. L'asservissement à l'entreprise ne passe plus par la garantie d'un emploi stable mais par la nécessité pour chacun-e de développer son employabilité tout au long de sa vie en faisant des allers-retours entre la formation professionnelle et le travail. L'utilisation du terme d'employabilité relève pas d'un phénomène de mode mais sous-tend de nouvelles formes d'exploitations. Dans un monde capitaliste qui, aujourd'hui, prône sans cesse le changement, cette notion d'employabilité est au cœur même de la conception du travail à laquelle il faudrait adhérer sous peine de se faire traiter de rétrograde ou de privilégiés. Elle désigne les qualités que possède une personne ou qu'elle doit se doter pour trouver un boulot grâce à la formation.

En mettant l'accent sur la formation, le monopole de l'Éducation nationale sur la reconnaissance des compétences acquises sera de plus en plus caduque. Décrocher un diplôme ne servira alors plus grand chose. Mais surtout, la nécessité pour l'employeur de connaître le parcours de chaque individu-e va entraîner la mise en place de nouveaux dispositifs de surveillance. Et plus grave, la valorisation des compétences sur laquelle s'appuie cette conception du

chronique anarcha-féministe Pour Rome, la femme restera éternelle

Le 12 mars 2000, l'Église catholique a fait sa repentance pour son intolérance, les persécutions des juifs et juives, le non-respect des droits des peuples, des droits humains et de la dignité des femmes. Dont acte, l'Église catholique reconnaît avoir humilié et marginalisé les femmes. Certes, elle ne va pas jusqu'à expliquer que son rôle a été majeur dans l'oppression des femmes comme auxiliaire des pouvoirs étatiques et économiques usant de l'organisation patriarcale des sociétés. Les médias ont glosé sur ces repentances du pape qui auguraient d'une nouvelle église prête pour un nouveau millénaire. Ils l'ont rêvée!

Cette religion, comme les autres d'ailleurs, restera ce qu'elle a toujours été : une structure de soumission dans laquelle les femmes ne s'appartiennent pas. En effet, quand on entre dans le détail de la repentance concernant les laissés pour compte et les mineurs, au détour d'une phrase réapparaît le visage de celle-ci : « [...] pour ceux sans défense, pour les enfants non encore nés, supprimés dans le sein maternel [...] ». L'avortement reste honni par cette religion, est-ce étonnant? Aujourd'hui, le pape ne peut plus affirmer ouvertement que les femmes ne sont que des servantes de leur dieu et de leur maître (dit aussi mari). Cependant, il ne peut accepter que les femmes aient la libre disposition de leur corps, celui-ci appartenant à la famille voire à la société. Le combat est encore long pour que chaque femme, quelque soit sa vie, ait le choix devant la maternité si elle est enceinte. Le droit au plaisir s'érigera sur les ruines de toutes les religions!

Danielle. — groupe Lucia Saornil

travail revient à soumettre des qualités personnelles qui relèvent à présent de la sphère privée à la logique marchande.

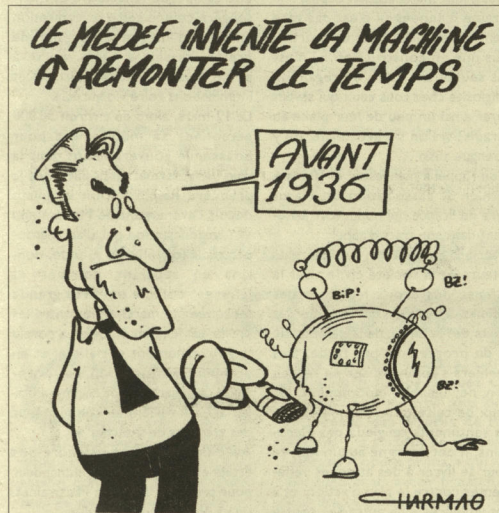
On le voit, les discussions sur la nouvelle convention d'assurance chômage ne se limitent pas aux seules réévaluations des allocations chômage et des taux de cotisation à l'Unedic. Pourtant ce serait le minimum puisque la part des entreprises n'a cessé de diminuer au détriment des salariés depuis l'origine en passant de 80% à 62% actuellement.

Ni salariat, ni contrat d'activité!

Face aux attaques patronales, on ne peut compter sur les syndicats. Les uns (CFDT, CFTC et CGC) acceptent le principe d'une refonte totale de l'assurance chômage tandis que l'inquiétude des autres (CGT et FO) quant aux conséquences de telles mesures ne les empêchent pas d'avaliser couleuvres sur couleuvres. Le système des préretraites contre embauches est ainsi à la trappe de ces négociations.

Résister efficacement à la dégradation de nos conditions de vie consiste dans un premier temps à refuser de céder au chantage du Medef. Comme nous l'avons déjà dit dans ces colonnes, si les patrons veulent quitter les organismes paritaires, et bien virons-les! Mais, il faudra aussi qu'un véritable contrôle des mandats par les usagers s'exerce enfin, afin de ne pas laisser les bureaucrates syndicaux participer à la réduction de nos prestations. D'autre part, sur le fond, on ne peut que souligner les limites des tentatives réformistes à venir qui consisteront à élaborer un droit de l'employabilité pour déterminer qui de l'employeur ou salarié-chômeur est responsable de la perte d'une diminution de l'employabilité. Les mesures réformistes ne touchent pas à la nature du pacte imposé par le patronat aux salariés ni à l'organisation du travail mais ambitionnent seulement de réduire les inégalités face à la mobilité professionnelle ce qui ne peut nous suffire.

Guillaume. — groupe Durruti (Lyon)



Nouveau roi de France, TotalFinaElf siège au Louvre

ALORS QUE TOTAL AFFICHE UNE SANTÉ RAYONNANTE ET QUE les actionnaires de Total encaissent et vont encaisser les dividendes de leur participation au capital de la quatrième entreprise pétrolière mondiale, il est indécemment de penser que le littoral atlantique patage encore dans les restes d'un accident écologique, économique et social majeur. Il est odieux que les profits soient systématiquement privés et redistribués à une poignée de rentiers et de zinzins, (dont la Cogéma-carburant nucléaire, un des 3 ou 4 plus gros actionnaires, excusez du mélange des genres!) pendant que les pertes et les dégâts sont toujours à la charge de la collectivité. C'est la raison pour laquelle la Coordination des Collectifs Marée noire (Vendée, Nantes, Vannes, Lorient, Quimper) avait envoyé une lettre ouverte aux actionnaires et surtout comptait intervenir, à sa manière, dans les ronrons feutrés d'une Assemblée Générale de congratulations réciproques.

Un ostréiculteur actionnaire provisoire

Infos-Birmanie, sur les pas de Total depuis 6 ans, détenteurs d'actions afin d'intervenir systématiquement dans leurs AG., avait proposé à la Coordination Marée noire de profiter de l'opportunité pour intervenir. L'invitation ne pouvait décemment pas être ignorée. Jérôme, ostréiculteur dans le Morbihan, était mandaté pour poser la question qui tue et qui ne

pouvait pas recevoir de réponse, on s'en doute: « Total peut-il reconnaître sa responsabilité illimitée en la matière? » Demarest, après s'être informé sur la réalité du statut d'actionnaire de Jérôme, en vareuse et casquette, a répondu sans répondre que le Fipol par ci le Fipol par là. Pas de surprise. Mais la succession d'intervenants de mauvais goût (Infos-Birmanie, un vendéen teigneux, Greenpeace et la Coordination Marée noire) jetait un froid dans une assemblée de gens plus inquiets de leurs investissements que soucieux des damnés de la terre et d'une terre vouée à l'enfer écologique. La Confédération paysanne, membre de la coordination et toujours inventive en « happening revendicatif », avait prévu une bache de maraichers noire qui fut déroulée en partie sur la pyramide du Louvre puis vers l'entrée du Carrousel. Là, quelques syndicalistes venaient brailler contre la fusion étaient descendus avec nous. Le spectacle de citoyens-manants tambourinant contre les portes de la forteresse Total était hautement symbolique.

Action citoyenne et agressivité policière

Ce qui l'était tout autant c'est la venue discrète d'une cinquantaine de CRS blindés, casqués, qui ont coïncé les militants des Collectifs Marée noire ainsi que d'Infos-Birmanie. En fait les flics, rageant de s'être fait duper sur nos intentions, voulaient coffrer les copains de la Confédération paysanne. Plus question de sor-

tir, ni pour nous ni pour les journalistes présents, à ce moment tous sous l'autorité du préfet de police. L'attitude arrogante et provocatrice du commissaire frustré, a rapidement fait monter la pression et l'un des militants de la confédération s'est retrouvé à prendre ce commissaire par la cravate et le regarder dans le blanc des yeux. Confusions, coups et claques suivis par le passage de menottes au copain pendant lesquels le flic en question se retournait judicieusement le petit doigt ce qui permettrait ultérieurement de coffrer l'ami pour coups et blessures. L'arrivée rapide des responsables nationaux de la Confédération paysanne et d'Attac, la présence sur place des portes paroles des Verts, ravis d'être vu en si bonne compagnie (c'est quand même cool et confortable d'être avec les manifestants d'un côté mais d'avoir son chef de meute au gouvernement) n'ont rien changé à la donne. Un flic buté et trompé est définitivement mauvais joueur et Jean Vicq s'est retrouvé au commissariat des Halles. Nous aussi, rapidement rejoint par des militants de tous horizons. Une heure après libération et inculpation. La « justice » suit son cours. La solidarité, aussi, suivra.

Il apparaît clairement que l'Etat s'avère bien plus soucieux de permettre le déroulement « serein » de l'AG d'un groupe pétrolier plutôt que d'obliger celui-ci à payer son dû. Il faut dire que c'est la dernière chose qu'on demande à l'Etat d'être: un garde-chiourme et le bras armé du capital!

Bruno. — Groupe libertaire René Lochu (Vannes)

Un pape et un commandeur des croyants nous protègent

PENDANT QUE JEAN-PAUL SE promène en « Terre sainte » (c'est comme ça qu'on appelle les territoires abreués de sang d'impies), Mohammed VI vient faire un petit tour à Paris pour draguer la communauté européenne. Ces deux grands-z-hommes, l'infaillible pape des chrétiens et le glorieux commandeur des croyants (récemment élevé au rang médiatique de « bon roi des pauvres ») sont les actuels défenseurs des droits des femmes... si, si.

Le premier a récemment demandé pardon, pour les fautes de l'Église, en particulier envers les femmes... ça va faire plaisir aux cendres des sorcières...

Le second a plusieurs fois rappelé les injustices dont sont victimes les femmes marocaines et poussé le gouvernement à envisager des réformes, notamment de la « mudawana » (code du statut personnel). Merci ta majesté, t'es bien aimable. Bien que nous ayons parlé à plusieurs reprises du caractère profondément « libéral » (version Madelin, pas version liberté, faut-il le préciser) de l'actuel gouvernement marocain; il nous faut encore noter que les déclarations du roi sont dix fois plus révolutionnaires que les discours de ces socialistes qui cachent mal leur absolue indifférence sur le sujet... mais bon, puisqu'apparemment le roi trouve ça plus propre de s'en préoccuper, ils suivent.

Chapeau bas, en premier lieu, à toutes les femmes qui se sont organisées, le plus souvent en associations, depuis de nombreuses années (elles n'ont pas attendu la fin du régime Hassanien) pour protester contre le statut d'éternelle mineure qui est le fait de toute citoyenne marocaine, une femme dépendant de son père avant de tout devoir à son mari. Si l'un ou l'autre vient à manquer, c'est l'oncle, le tuteur ou le frère qui décide... avant que le fils ne s'en mêle!

L'Islam religion d'Etat: ce n'est pas un détail

N'oublions pas que tout-e citoyen-ne marocain-e a une religion. on peut se déclarer juif-ve ou chrétien-ne mais pas « sans religion », ce n'est pas envisagé par la loi, aucune petite case n'est prévue à cet effet sur les papiers administratifs... L'Islam est religion d'Etat, ce n'est pas un détail...

Ouvrir un compte, léguer ses biens, hériter, louer un appartement, (et ne parlons pas de l'adultère et du contrôle des naissances...) tout est différent suivant que l'on s'appelle Ahmed ou Aïcha. Les batailles quotidiennes des associations de défense des droits des femmes pour arracher des crédits et des réformes. ont réussi à obtenir du gouvernement marocain un projet de Plan d'action pour l'intégration des fem-

mes dans le développement. Ce projet était largement axé sur l'éducation (pour faire baisser le taux d'analphabétisation des filles, principalement en campagne) et l'aide sanitaire et sociale (en particulier pour faire reculer la mortalité maternelle et infantile).

Ce plan, qui reste un projet puisqu'il n'a pas encore été présenté officiellement au conseil de gouvernement, consacre quelques pages à une réforme du code de la famille et du statut personnel:

- l'âge légal de mariage des jeunes filles passerait de 15 à 18 ans;
- suppression ou limitation de la polygamie;
- abolition de la répudiation et instauration du divorce judiciaire... on y parle même de partage des biens entre époux...

Ces derniers points, ont particulièrement agacé les barbus et autres musulmans lambdas, c'est-à-dire tous ceux qui mangent pendant le ramadan, planqués au fond de leur salon, qui ne vont à la prière que quand il y a un public digne de ce nom pour les y voir; mais qui retrouvent l'éloquence du muezzin d'antan pour crier à « l'atteinte aux valeurs fondamentales de leur religion, de leur famille, et de leur honneur » quand des réformes menacent d'amener le statut des femmes au-dessus de celui de paillassons à intégrismes.

Luttes des femmes : face à l'Etat, contre les barbus

Dès les premiers discours présentant le projet de plan d'intégration, les mosquées, les universités, et les médinas... ont montré ce qu'elles réservaient aux femmes et aux hommes contestant la légitimité de la tradition islamiste. Quant au statut des femmes... Il y a déjà plusieurs années que les universités, (de Casablanca en particulier) ont vu l'implantation intégriste et que



les violences quotidiennes qui y sont perpétrées (harcèlements, dénonciations calomnieuses, injures, jusqu'au meurtre d'enseignants!) les ont transformées en zone de propagande permanente. Quant aux mosquées, leur multiplication depuis une dizaine d'années (il n'est pas rare d'en trouver deux pour un quartier, plus une en construction...) n'est pas seulement due à un regain de religiosité chez tous ceux qui savent payer ainsi un peu de leur place au paradis: si l'on s'y prosterne, on y harangue aussi...

D'où l'appel à manifester, le 10 mars dernier, de l'association des Marocains de France qui notait fort justement dans son tract d'appel:

«Face à la mobilisation des différents acteurs de la société civile pour la défense des droits légitimes des femmes, la réaction des ennemis des droits des femmes, de la démocratie et du progrès n'a pas tardé. Ces derniers s'appuyant sur un réseau non négligeable, notamment les lieux de culte et instrumentalisant les sentiments religieux des Marocains, n'ont épargné aucun moyen pour se livrer à des attaques véhémentes contre le plan d'action, et à des violences d'un autre âge contre ses initiatrices, les femmes et leurs

organisations militantes en tête, qui sont aux yeux des réactionnaires des dépravées, athées et occidentalisées. Tous les moyens semblent bons pour décrédibiliser les revendications des femmes, et pour mener une campagne fallacieuse et mensongère contre cette revendication minimale d'intégration: organes de presse, cassettes audio, porte à porte, fausses pétitions, insultes et intimidations voire violences.»

Le 12 mars, alors qu'environ 50 000 personnes se mobilisaient pour pousser le gouvernement dans la voie des réformes, était autorisée la première manifestation islamiste depuis l'avènement de Mohammed VI... manifestation qui allait regrouper trois fois plus de monde, défilant en séparant hommes et femmes: comme une très grande mosquée qui marcherait contre les droits des femmes... Qu'en a conclu le gouvernement socialiste, et en premier lieu Youssoufi, cet historien opposant à tout régime dictatorial? « Il revient au commandeur des croyants de trancher ».

Avec un pape pour défendre nos droits en Europe et un commandeur pour protéger ceux des Marocaines, on va dormir plus tranquillement...
Maude

dans la toile

Cette fois, je m'écartai de l'information puisque mes correspondants ont eu la gentillesse d'attirer mon attention sur les listes et sites suivants. Si vous lisez l'italien, voici un site qui devrait vous plaire (<http://www.ecn.org/>). Ils hébergent aussi des listes de diffusion intéressantes dont une « liste de contrinformatio internationale en français », globe-l, qui présente des contributions inédites qui compléteront utilement celles d'A-info (<http://www.ainfos.ca/>).

Je découvre, mais peut-être un peu tard puisqu'elle est active depuis septembre 1998, l'existence de la liste de diffusion sur l'Algérie de la Commission Socialiste de Solidarité Internationale (<http://www.one-list.com/group/CSSI-Algerie>).

Le journal anarchiste helvétique *Direct* ! est accessible dans la toile avec une bonne série de présentation du groupe et de ses activités, les archives et une page de lien modeste mais qui ne demande qu'à grossir (http://www.tao.ca/~direct_ait/).

À Montréal, le Point d'Exclamation passe dans la toile avec sept numéros en ligne et une belle page de liens (<http://www.multimania.com/poingexclamation/>).

Le beau site expérimental du syndicat d'Auxerre mérite le détour (<http://www.cnt-ait.org/cnt-ait/>).

Puisque la norme XML va remplacer bientôt l'HTML auquel nous étions habitués, n'attendons pas d'être largués pour consulter le très complet site de référence du W3 (<http://www.w3.org/>). Petit défaut, il est en anglais, mais il est à craindre qu'aujourd'hui nous devions accepter la chose si nous nous intéressons peu ou prou à la technologie et aux sciences de l'information et de la communication.

Pour finir sur une note plus « ludique », rendez-vous visite au site de la Brigada Flores Magon (<http://www.multimania.com/brigada/>). Si la Brigada est une formation militante (anarcho-syndicaliste, communiste libertaire, anarchiste...) ce n'est pas un groupe de propagande. Simplement la sensibilité politique du groupe est présente dans les textes qui abordent des sujets aussi divers que variés.

À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
samar195@aol.com

Espagne : De la noirceur des geôles à la nuit des villes

L'émission Ras les murs, de Radio Libertaire, nous a fait parvenir un texte de prisonniers espagnols dénonçant les conditions de détentions dans les quartiers d'isolement. Nous le reproduisons tel quel parce que leur lutte est aussi la nôtre.

LE FIES (L'ÉQUIVALENT DES QHS en France) est un régime carcéral spécial des prisons espagnoles. C'est une prison dans la prison, une abomination dans l'abomination, où des dizaines d'individus subissent chaque jour toutes sortes de privations, brutalités et tortures.

Dans les tréfonds des cellules du FIES, les surveillants ont carte blanche sur la vie du détenu. Dans ces cellules, comme dans toutes celles des prisons spéciales du monde, on

pratique un programme scientifique d'anéantissement de ceux qui ne se soumettent pas.

Plusieurs prisonniers en Espagne ont commencé une lutte commune pour en finir avec le FIES, pour s'opposer aux transferts continuels et pour obtenir la libération des détenus malades. Leur message s'adresse à tous ceux qui sont « dehors », à ceux qui, dans les villes ou dans les campagnes, vivent l'existence des prisons comme une agression ultérieure à leur propre liberté.

C'est sur notre soumission quotidienne que s'érigent, mal cachés aux yeux de tout le monde, les prisons, les maisons de correction, les centres de rétention, les asiles psychiatriques: ils représentent la menace extrême, le langage le plus clair par lequel s'exprime cette société bâtie sur le profit, la domestication collective, la normalisation.

Pour ceux qui en ont assez d'une vie à coups de bâtons, décolorée par l'ennui et enrôlée par le bon sens, une invitation de tout cœur à appuyer cette lutte.

Une lutte qu'il faut étendre à tous les lieux fermés de ce monde, pour abattre les murs et les barreaux, pour conquérir toute la liberté qui est à nous.

Hommage à Alphonse Boudard

Quand la mort a opéré, il se dégage toujours d'une œuvre vivante un mot qu'on n'y avait pas encore trouvé... C'est à ce mot là qu'il nous faut être attentifs... Il peut nous aider à vivre -

Louis Guilloux

CONTEUR HORS PAIR À LA gouaille chantante, artiste des mots qui régurgitent la vie, Doisneau animé, Tati à roulette... Alphonse a tiré sa révérence ce 14 janvier: un frère nous a quitté.

Au delà des déclarations larmoyantes des pleureuses et des communiqués de circonstance, il importe d'essayer de voir un peu ce qu'on en dit de ne pas voir, de jeter un œil sur l'envers du décor... Et pour se mettre à l'aise voyons les funéraires: «Merde! Merde! ça irait bien comme épitaphe.» Merde! Merde! sur ma pierre tombale. Mais j'oublie... j'en veux pas de pierre tombale, je veux rien. Qu'on balance ma carcasse indigne à la voirie, la fosse commune...

Flash-Back

Né le 17 décembre 1925 à Paris, il sera placé chez de pauvres paysans du Loiret: Blanche teint cuivre, vieille indienne et ses yeux n'en sont que plus clairs... d'un bleu porcelaine et Auguste un sarment de vigne sont ses parents nourriciers. Durant près de sept ans, il se forge plouc - c'est un compliment, une qualité qu'il revendique - on naît animal au flair, à la respiration des odeurs du cul, comme ni plus ni moins

un clébard, seulement ensuite on veut plus en convenir. Son premier rapport avec la littérature, c'est l'Almanach Vermot. Blanche, qui sait lire et écrire, en fera la lecture à haute voix lors des veillées. Illettré, Auguste n'en est pas moins contre toute autorité, bouffeur de curé, il a le verbe haut: «Bon d'la de putain de bordel de temps! merde! merde!» Et antimilitariste indéfectible «Fille de garce de putain de merde, faudra jamais aller à la guerre, petit!» Alphonse est à bonne école et reconnaîtra en Auguste son premier éducateur, le seul peut-être. Il n'oublie pas tous ces jours et ces jours, ces heures et ces heures à trimer triturer la terre... lui faire sortir ses petits légumes, ses farines... ses patates roses.

Après quelques visites, sa mère viendra le chercher pour rejoindre un univers inconnu de lui: la ville.

Paname

D'abord un petit hôtel avenue de La Motte-Picquet à côté du métro aérien, puis un logement dans le XIII^e dans le quartier de la Maison Blanche près de l'usine Panhard. Confié à sa grand-mère qui l'écouvait à cette occasion, ce sera la communale et l'apprentissage dans un atelier de fonderie typographique. Sujet à raillerie, il laissera son accent de la campagne se métamorphoser en parigot pur jus.

La der des der (bis)

À quinze ans, c'est la guerre, l'occupation. Il tente malgré tout de croquer la

vie... la chevauchée traversera le maquis, la résistance, la campagne de France avec libération de Paris, le tout saupoudré de quelques vols avec une prédilection pour les maisons des pompes funèbres... Les grandes vacances se terminent au gnouf: six ans, tuberculose comprise, d'où prolongation de sept nouvelles années, hôpital et sanatorium pénitentiaires inclus. L'hosto, quand on y a séjourné longtemps et qu'on a failli y clamer, on y reste toujours un peu... on se dit qu'on y reviendra un jour ou l'autre... Au paravant, il rattrape les années perdues à la buissonnière du pavé une boulimie, une fringale dévoreuse de lecture... Sans oublier les potes, ça me prend par tranches dans mon existence la glissade, je m'acquine comme ça avec quelques lascars, le plus souvent énergumènes pas croyables, des traîne-lattes, traîne-sabres, malfrats, funambules... ils ne m'attirent, la plupart du temps, que des emmerdes... Mais, le plaisir de raconter est plus fort, il sent depuis longtemps que lorsqu'il entame une histoire, les autres l'écoutent, intrigués, n'est-ce pas la magie des mots?

Littérature

Des histoires, justement, il en a plein la tête, il en déborde... Sa mémoire, affûtée comme un rasoir, sera une précieuse alliée. Alors, il argote, ça me vient mieux au bout de la plume que les roucoulements académiques, sans perdre le nord moi je pageotte depuis si longtemps avec la méfiance... avec philosophie, regardez les oiseaux, certains affirment qu'ils sont plus intéressants que les

humains... moins cruels! je n'en suis pas sûr. C'est leurs petites dimensions qui nous les rend sympathiques. Vautours, on se rend mieux compte de leur férocité...

En taule déjà, il commençait à rédiger sur des cahiers de brouillon, de la mie de pain dans les oreilles, pour masquer le bruit incessant de la radio carcérale. Il a bientôt sept cent pages bien serrées, brut de brut, retravaillées à l'oreille: il conte la jeunesse d'un protagoniste qui lui ressemble étrangement avec en arrière fond la petite armée du général...

Edition

Les éditeurs sont dubitatifs: beaucoup trop long! Ah le thème! le public est las des épopées guerrières! ou encore vous vous préparez un avenir pénible, cher Monsieur... ils conseillent: «Ecrivez donc un ouvrage comme Françoise Sagan, ça plait bien ce genre là. Pas plus de 180 pages surtout... de la retenue! de la sobriété!» Alphonse repart avec son paquetage, retravaille le tout et en coupe un premier morceau: ce sera «La Métamorphose des cloportes».

En artisan consciencieux, il écrira lui-même la préface, avant d'ouvrir les vannes, je voudrais un peu vous expliquer, cher futur lecteur, mon dessein, l'ensemble du projet, la genèse aussi de ce premier livre rien de tel pour annoncer la couleur sans se renier et narrer ce qui précède!

Rebelote pour l'ouvrage suivant «La Cerise» - autrement dit la poisse, la guigne - il pondra une belle préface, à la demande de l'éditeur! précisant que son livre n'est pas correct du tout, qu'il fera rougir la petite Fadette, se palucher le Grand Meaulnes, vomir le Petit Prince... il y décrit la prison des tas de gueules qui sont rassemblées là, en vrac, comme dans l'antichambre de l'enfer. Des tronches de malédiction qui viennent de la nuit des temps! Qu'on croyait plus que c'était possible, en plein XX^e siècle, aux abords de la ville lumière!

Érudit, et critique avisé, Pascal Pia, saluera l'ouvrage: on croirait entendre Bardamu!

Alphonse poursuit dans la veine autobiographique, en prenant soin du lecteur: J'aurai préféré vous raconter de merveilleux voyages, croyez-moi... je vous instruis, vous divertis avec ce que je sais. J'invente rien, je réorganise ma souvenance et puis je fais danser les mots, je vous les amène puisqu'il faut bien rire jusqu'au bout. On charrie dans sa mémoire les hommes, les endroits, les instants... ça vous fait une drôle de fresque...

Panier de crabes

Son succès relatif ne le met pas à l'abri des contingences de la pudiponderie. Ainsi, il devra rebaptiser «Les Mardors» son troisième bouquin au lieu de «Bleubite» titre original! Pas rancunier, il observe le microcosme littéraire, on rafistole un peu l'ours dans les maisons d'édition, si possible dans un style bien neutre, bien plat, truffé de truismes, d'idées reçues... si vous n'êtes pas totalement sinistre, sentencieux branleur descriptif, pénible bavacheur marxiste, c'est affiché que vous êtes définitif l'affreux réac... et au cas où, il faudrait des précisions chez tous nos petits emberlificotés emmerdeurs, exégètes en

trouducuterics, sommeil toujours un Saint-Just de pissotière...

Avec «L'Hôpital» c'est son combat contre les bacilles de Koch, entre prisons, hospitalisations et sanatoriums sous les yeux de la pénitencière. Jean d'Ormesson notera avec malice: c'est un torrent d'horreurs, de drôlerie, d'insanité, d'obscénités et de trouvailles auxquelles il faut bien s'abandonner. Boudard apporte dans «L'Hôpital» toute la saine violence de l'anarchiste.

Cinéma et anar

Souvent anonyme et pillé, il collabore à de nombreux films en qualité de scénariste et dialoguiste, il en tirera le thème de son roman «Cinoche».

Une tranche finement préparée de son premier paquetage pourra paraître «Les Combattants du petit bonheur» On lui décernera le prix Renaudot.

Dédié à Louis Nucéra, compagnon comme le sera Georges Brassens de cette fraternité élective, «Le Corbillard de Jules» contera le retour du cadavre d'un copain trucidé sur l'hôtel de la patrie à travers la France de 1944, croisant tout un petit monde de francs-tireurs, faux-héros et vrais tordus. Il y brossera le portrait attachant de Pedro, l'anarchiste depuis l'Espagne... ça faisait sept huit ans qu'il était en piste, lui, en guerre. Il avait appris le maniement d'arme en Catalogne, contre Franco le fils de pute!... il était déjà suspect rien que par sa tenue, sa jactance... la tonalité qui me reste de Pedro, c'est le noir...

Et, proche d'Auguste, vous vous souvenez? Alphonse Boudard poursuit plus loin:

Pedro s'était engagé à la F.A.I... J'épousais de plus en plus sa philosophie anarcho-dingue. C'était la première, en réalité, qui me séduisait vraiment.

Plus tard dans «Mourir d'enfance» en écho, au détour du récit, il rappelle lorsqu'une classe, une secte, une religion quelconque tient les rênes du pouvoir elle se régale tout en préchant aux pauvres l'abstinence...

En guise d'aurevoir

Nous pourrions poursuivre encore, mais à chacun ses chemins de traverses...

«Quand je serai mort, qu'on me creuse un trou comme le fit Auguste dans le fond d'un jardin pour mon chien Marquis... un jardin de mon cœur d'où je pourrais voir la route... une torpédo s'arrêtera... en descendra une jeune, une très jeune femme, en robe courte, coiffée à la garçonnette... un léger fantôme... rien que pour moi au royaume des ombres...»

Jean-Denis. - Liaison Bas-Rhin

Bibliographie disponible à la librairie du Monde libertaire:

Mourir d'enfance, La Métamorphose des cloportes, La Cerise, L'Hôpital, Bleubite, Les combattants du petit bonheur, Cinoche, Le banquet des Léopards, Le corbillard de Jules, La fermeture, La méthode à Mimile, Faits divers et châtimens, Paris au petit bonheur, Saint Frédo, Le vin quotidien, Madame... de Saint-Sulpice, Revenir à Liancourt, L'étrange Monsieur Joseph, Contre-enquête, Chère vitreuse, Outrage aux mœurs et autres nouvelles, Les enfants de choeur, Les sales mômes, Le café du pauvre, L'éducation d'Alphonse, Les grands criminels

16^e Reflet du cinéma ibérique et latino Clap de fin

COMME C'EST DÉSORMAIS l'habitude, l'édition 2000 des Reflets s'est achevée mardi soir par une «fiesta» de musique et de danse, ultime rendez-vous avec un public familial, bon enfant et toujours désireux de venir à la rencontre de productions cinématographiques trop peu diffusées dans l'hexagone. Au cours des 15 jours des Reflets, les quelque 10000 spectateurs ont eu, certes, l'occasion de découvrir les dernières œuvres de réalisateurs confirmés (Julio Medem, Walter Salles, Eduardo Gacagno, Arturo

Ripstein, Sergio Cabrera, Carlos Reichenbach, Carlos Diegues, Ciro Durán etc.) ou de revoir sous forme d'hommage des œuvres de Pilar Miró. Ils ont surtout pu découvrir quelques «opera prima» qui laissent augurer un avenir prometteur pour des cinéastes de pays où réaliser des films n'est pas chose facile. À signaler donc *Garage Olimpo* (présenté en avant première aux 16e Reflets) où Marco Bechis n'en finit pas de raconter l'indicible horreur de la torture et des disparitions sous la dictature argentine, les rapports entre tortionnaires et tortu-

rés et l'implacable machine de la répression aveugle (voir *Monde libertaire* n°1198); ou encore *El Valle de Gustavo Balza* (Venezuela) qui traite avec force de la grossesse précoce des jeunes filles des classes pauvres de la banlieue de Caracas; sans parler de *Ratas, ratones, rateros* de Sebastián Cordero (Equateur) qui montre, avec un rythme effréné, la désagrégation des liens au sein d'une famille, entre Guayaquil et Quito, et dont les enfants flirtent avec la délinquance jusqu'à l'irréparable... Autre perle de ce festival, *Héroes de otra patria* d'Iván Daniel Ortiz qui «dénonce» la situation faite aux Portoricains par l'oncle Sam: le droit de partir au Viet Nam mais pas celui d'être un citoyen américain à part entière! Sans oublier *Solas de Benito Zambrano* (Espagne) qui, dans la veine du cinéma à caractère social, genre nouveau en Espagne, décrit les rapports entre une mère et sa fille. Comme l'avait écrit Heike Hurst dans le *Monde libertaire* n°1197, les Reflets du cinéma ibérique et latino-américain de Villeurbanne (plus de 30 films), «défrichent avec une belle insouciance la terre aride de pays à la production cinématographique sinistère». Bel hommage au travail réalisé par la poignée de bénévoles de l'Association Pour le Cinéma et aux salariés du cinéma Le Zola.

Ima Llumpay

radio libertaire
Paris - 89.4 MHz

vendredi 31 mars à 22h 30:

Jazz en liberté: Geri Allen trio en public (1996); Georges Arvanitas trio en public (1973); Alice Coltrane quartet (1968); Horace Tapscott quartet (1995); Nathalie Loriers trio (1999); Eric Reed trio (1993).

samedi 1er avril à 19 heures:

Tribuna latinoamericana: avec Edouard Colombo, auteur de «Los desconocidos y los olvidados», histoires de l'anarchisme en Argentine.

mercredi 5 avril à 10h 30:

Blues en liberté: Detroit «motor city» du blues.

Marée Noire-Donges 25 mars : vers l'essoufflement tant désiré par Total et le gouvernement ?

LE 25 MARS LES COLLECTIFS anti-marée noire de Lorient, Vannes, Nantes... appelaient à un rassemblement sur la ville de Donges, site d'une raffinerie et aussi de stockage de déchets de différentes marées noires (de l'Amoco-Cadiz en 78 à l'Erika). Environ 1000 personnes s'étaient donc données rendez-vous pour manifester dans une commune recouverte d'affiches FA : un échec au regard des 30000 de Nantes le 5 février dernier. Cet échec peut s'expliquer par plusieurs facteurs : la forme même de certains collectifs (comme celui de Nantes) où la parole est détenue par des professionnels du discours ; la participation des organisations gouvernementales (qui dirigent donc l'État Français) au sein des collectifs anti-marée noire. À la fois dans la rue et au gouvernement la social-démocratie prétend combattre ce qu'elle participe à installer. Effectivement comment lutter contre la logique de profits (qui explique que Total économise sur ses coûts de transports quitte à prendre des risques qui par ailleurs sont couverts par les assurances...)

alors que le gouvernement actuel permet la multiplication des bénéfices boursiers. Comment demander une véritable indemnisation de la conchyliculture et de la pêche ? Comment critiquer l'option « tout tourisme » dans le nettoyage ? Comment critiquer l'exploitation des bénévoles à qui on a caché volontairement la toxicité du pétrole ? Comment réclamer la destruction « écologique » des navires poubelles et la création d'une législation qui pousse les multinationales à limiter leurs courses au profits (contrôle des navires, double coques...) ? Comment réclamer à soi-même... ? Nous sommes dans un cas de dialectique impossible similaire à celui où des patrons viendraient à réclamer des hausses de salaires et une diminution du temps de travail ! Et les habitant-e-s, les victimes de la marée noire... ne sont pas dupes de cette hypocrisie et de la perte de sens que cela entraîne.

L'union régionale Bretagne de la fédération anarchiste décidait malgré tout d'être présente pour dénoncer cette récupération politique larvée. Nous étions aussi présent-e-s pour affirmer que la logique

de profit est une logique de mort et d'avancer des revendications en rupture avec cette logique marchande : - création d'un observatoire des pollutions indépendant de l'État et du patronat

- contrôle des salarié-e-s marins sur la sécurité des navires
- destruction « écologique » des navires poubelles
- pour un développement des énergies renouvelables
- pour un service public libertaire des transports et contre la logique de consommation : imposer par exemple des transports collectifs gratuits répond non seulement un droit d'accès au transport mais réduit aussi nos besoins d'énergies...

Le cortège libertaire était composé des groupes de Lorient, Vannes, Quimper, Brest et Nantes de la Fédération anarchiste ainsi que d'individu-e-s... Aux dires même de militants de la CGT, notre cortège était plus conséquent et plus revendicatif que le leur. Mais il est évident que la lutte sur la marée noire n'est pas terminée. Néanmoins dans les jours à venir il faudra réfléchir sur les moyens, les luttes à construire

pour maintenir une pression bien nécessaire...

Mais dès aujourd'hui l'URB de la FA appelle tou-te-s les libertaires et sympathisant-e-s à venir au rassemblement du 15 avril à Quintin (Côte d'Armor) : pour la sortie immédiate du nucléaire et contre la récupération politique que tente actuellement les Verts. Nous ne pouvons pas accepter le lobbying, le coup de

force au sein des collectifs des Verts alors que Voynet elle-même relance les expérimentations sur le surgénérateur Phénix, signe l'accord pour l'installation d'un site d'essais en laboratoire d'armes nucléaires près de Bordeaux, signe les décrets de recherches de nouvelles zones d'enfouissement...

Théo Simon pour l'Union régionale Bretagne-FA.

A G E N D A vendredi 31 mars

MONTPELLIER : Débat organisé par le groupe Un Autre Futur de la F.A. sur « Peine de mort : le cas Mumia Abu Jamal » à 20 h 30 à l'Antre anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

samedi 1^{er} avril

FLORANGE (57) : L'association « Polar sur la ville » organise au Centre culturel La Passerelle une rencontre-lecture avec D. Daeninckx, T. Forgiarini, L. Besnier, P. Kolaire autour du Poulpe. Rens. : 03 82 58 04 33.

PARIS : La librairie du *Monde libertaire* organise un forum avec Catherine Blaya, sociologue, auteur de « Femmes et dictature, être Chilienne sous Pinochet » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e).

PÉRIGUEUX : L'association des chômeurs et précaires de Dordogne organise un loto à partir de 18 heures à la salle du Rio.

jeudi 6 avril

LORIENT : Le groupe Francisco Ferrer de la FA organise la projection du film documentaire « Les pétroliers de la honte », suivi d'un débat avec le réalisateur Patrick Benquet et un membre du collectif marée noire de Vannes, à 20 h 30 cité Allende.

vendredi 7 avril

BESANÇON : Réunion publique sur la précarité organisée par le groupe Proudhon de la F.A. à Radio Bip, 14, rue de la Viotte, 20 h 30.

LYON : Débat à 21 heures dans le cadre du *Café libertaire* (19, rue Pierre-Blanc, 1^{er}, entrée par l'allée) sur « L'enfermement carcéral, la multiplication des "suicides" et le rôle de la prison dans la société capitaliste » débat animé par Jacques Lesage de la Haye, animateur de l'émission « Ras les murs » sur Radio libertaire, militant de la F.A. et auteur de « La guillotine du sexe », « La machine à fabriquer des délinquants »...

MONS (BELGIQUE) : Le groupe Soleil Noir organise un débat sur l'anarcho-syndicalisme (infos 00.65.67.99.48)

samedi 8 avril

ANGERS : Fête régionale libertaire de 14 heures à minuit à la salle du Doyenné (près du Chabada). Outre la Fédération anarchiste, la CNT, Alternative Libertaire, Bonaventure, le Collectif Emancipation de l'Étincelle, No Passaran-Reflex seront présents pour débats et rencontres sur le syndicalisme, féminisme, l'antifascisme radical, les luttes sociales, la résistance au capitalisme... Au programme, des forums, tables-rondes, stands, librairies, musique, expos, et repas le soir avec chansons, Bruno Daraquy interprète Gaston Couté. PAF : 10 F et 50 F avec la soirée.

LIEGE (BELGIQUE) : L'Union Régionale Belgique francophone de la F.A. organise un débat à 15 heures au Café des Arts (Place du 20 août, face à l'Université) sur le thème : Construire la Fédération anarchiste en Belgique et à Liège ! Infos : 00.32.4.221.09.49.

LYON : Table ronde sur l'éducation à la Plume noire (19, rue P. Blanc, 1^{er}) Rencontre, analyse et échange sur le primaire, le secondaire, les LEP, le plan U3M (Université du 3^e millénaire)... et plus généralement le système scolaire. Cette table ronde sera animée par des militants F.A. investis dans ces secteurs et est ouverte à toute personne souhaitant faire part de son expérience, échanger et se coordonner.

SAINT-IMIER (SUISSE) : Réunion publique sur la précarité organisée par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste à l'Espace Noir, 20 heures.

dimanche 16 avril

LILLE : le groupe de la métropole lilloise de la Fédération anarchiste organise une conférence débat « pour un féminisme libertaire » à 16 heures au Centre Culturel libertaire (4 rue de Colmar, métro Portes des postes).

Appel pour la libération de Yves Peyrat, militant antifasciste*

LE 15 OCTOBRE 1999, DEUX MILITANTS antifascistes marseillais, Yves, 40 ans, infirmier, et William, 38 ans, technicien-journaliste ont été arrêtés et écroués pour une série d'attentats contre des locaux d'extrême-droite commis au cours de ces dernières années. Une troisième personne, mise en examen, a été laissée en liberté.

Ces actions, revendiquées FTP (Francs-Tireurs-Partisans), s'inscrivaient dans le contexte politique particulier de la région PACA, comme expression d'une opposition radicale à l'idéologie de haine, de racisme et de discrimination sociale du Front national.

Faut-il rappeler l'élection de quatre municipalités FN et la banalisation des violences racistes ? Faut-il rappeler aussi l'assassinat du jeune Ibrahim Ali en 1995 par des militants FN et l'abjecte campagne de dénégation de ce parti ; les abus de pouvoir commis par la municipalité FN de Vitrolles ou ses représentants depuis trois ans ; la manifestation marseillaise contre le FN du 11 mars 1997 réprimée à coups de matraque

par les forces de l'ordre, etc. C'est dans ce contexte que sont intervenues les actions revendiquées FTP qui en tout état de cause, comme l'a reconnu la police, ne visaient aucunement les personnes.

Sans pour autant partager le choix de l'action clandestine et illégale, ni forcément approuver le recours au sigle historique des FTP, nous tenons à exprimer notre solidarité avec ces militants antifascistes et les assurez de notre soutien.

Nous demandons aujourd'hui la mise en liberté provisoire de Yves Peyrat.

Collectif de solidarité à Yves et William
c/o Reflex, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris
solidariteftp@samizdat.net

(*) Cet appel a été lancé comme « Appel pour la libération de Yves et William militants emprisonnés pour leur engagement antifasciste ». début mars William a été mis en liberté provisoire, contre une caution de 50 000 francs. La demande de mise en liberté de Yves a par contre été rejetée.

Lille : 8 mars antipatriarcal et anticapitaliste

NOUS ÉTIIONS PLUS DE deux cents, femmes et hommes, le 8 mars dernier à défiler dans les rues de Lille à l'appel du Collectif régional des Droits des Femmes (1). C'est dire le succès mitigé de ce rendez-vous annuel des luttes de femmes. Car, s'il est vrai que le Collectif régional rassemble une foule de signataires, dont celles des ténors de la gauche plurielle, il est tout aussi vrai que, hormis tout le bruit que font ces grosses organisations autour de la parité politique, elles ne se pressent pas beaucoup pour défiler dans les rues avec les femmes. Le gros du cortège était constitué, ce soir-là, soit d'individus sans organisation, soit du Collectif des « Sans », collectif lancé sur Lille pour la marche de Cologne en mai dernier, et

qui rassemble, entre autres, ACI-Lille, le Comité des sans-papiers, la CNT, la FA de Lille. Et le gros des troupes, dans le Collectif des Sans, c'était bien évidemment les sans-papiers.

Depuis plusieurs mois, le groupe de la métropole lilloise de la FA, tente de faire monter sur Lille une mobilisation réellement antipatriarcale et anticapitaliste autour de la Marche mondiale des Femmes, en marge des collectifs d'organisation « gauche plurielle ». Cette démarche a permis de mobiliser le collectif des Sans autour de la question et ouvert le débat au sein des organisations qui le composent sur la nature réelle de la société patriarcale et capitaliste.

Nous avons donc lieu d'être satisfaits de ce qui constitue pour nous un premier succès, même si le chemin reste

encore long. C'est ainsi que de nombreux sans-papiers ont choqué les manifestant-e-s en entonnant, en fin de manifestation, le slogan « Des femmes pour tous » sur le même air et le même ton que « Des papiers pour tous ! ». Nous avons expliqué en assemblée générale du comité des sans-papiers notre désappointement face - ce qui constitue pour nous une incompréhension profonde, de la part de certains sans papiers, de ce qu'était notre lutte ce soir-là. Le débat est maintenant lancé au sein même du comité. Et cela constitue pour nous un réel progrès. Reste maintenant à poursuivre la mobilisation pour la marche nationale de juin à Paris.

Bertrand Dekoninck
Groupe métropole lilloise de la F.A.

(1) La F.A. n'est pas signataire de ce collectif.